

# Poursuite du conflit, poursuite des déplacements dans le sud de l'Afghanistan

Rahmatullah Amiri

**Alors que les combats et l'insécurité devraient continuer de dominer en Afghanistan dans un avenir immédiat, les déplacements continueront de se succéder.**

Selon les rapports, des milliers de familles de Helmand, Kandahar, Oruzgan et de plusieurs autres provinces du sud de l'Afghanistan ont récemment quitté les villes où elles s'étaient réfugiées pendant des mois ou des années pour retourner dans leur district d'origine. Toutefois, dans de nombreux endroits, les conditions qui les avaient incités à fuir restent encore largement présentes, ce qui signifie que les personnes continueront de se déplacer. Ce schéma de déplacement sera toujours observable, certaines familles choisissant de rester en ville jusqu'à ce que les problèmes de sécurité sous-jacents soient résolus.

De nombreuses familles avaient initialement pris la fuite en raison de l'expansion des opérations militaires des Forces de sécurité nationale afghanes (FSNA) et des forces militaires internationales (FMI) suite au renforcement militaire de 2009, de

l'augmentation des recherches et du harcèlement à domicile qui alimentait la crainte d'être arrêté et rendait généralement la vie quotidienne difficile, et de l'incapacité de cultiver leurs terres soit parce qu'elles avaient été saisies par les forces internationales pour y établir des bases militaires, soit parce qu'elles se trouvaient à proximité de ces bases et qu'il était interdit de les cultiver pour des raisons de sécurité. Les personnes qui sont retournées chez elles ont pris cette décision à cause du coût de la vie élevé en ville et de la pénurie de possibilités d'emploi dans un environnement urbain peu familier. De plus, de nombreuses personnes ne se sont jamais vraiment intégrées à la vie urbaine car elles anticipaient d'y séjourner peu de temps seulement.

Des endroits tels que le district de Chahar China dans la province d'Oruzgan ont connu un influx de PDI venus des villes de Kandahar,

Lashker Gha, Nimruz, voire même du Pakistan lorsque les FSNA et FMI se sont retirées de la région. Qui plus est, le schéma des retours vers un certain nombre d'autres régions suggère que les PDI appréhendent le retrait de ces forces comme la première étape du processus qui leur donnera la confiance de rentrer chez eux.

### Le paysage des conflits et le déplacement

Les schémas et la prévalence du déplacement varient en fonction du paysage actuel des conflits. Dans les régions considérées comme des zones contestées, c'est-à-dire contestées entre les FSNA/FMI et les acteurs armés non étatiques, les déplacements sont généralement plus nombreux. Dans ces zones où les combats sévissent chaque jour, un grand nombre de résidents prennent la fuite pour échapper au conflit mais aussi parce qu'ils sont dans l'incapacité de se rendre au travail ou d'aller cultiver ou irriguer leur terres. Il est probable que ces districts contestés continueront d'être les zones desquelles seront issus la majorité des PDI du sud de l'Afghanistan dans les deux prochaines années. En effet, leurs résidents réévalueront continuellement leur situation, comme ils l'ont fait par le passé; s'ils estiment que les combats se poursuivront encore relativement peu de temps (jusqu'à deux semaines), ils n'iront pas plus loin que le prochain village, accompagnés de leur famille et si possible de leur bétail et de quelques provisions essentielles. D'un autre côté, dans les zones très contestées, les résidents se prépareront à quitter durablement leur village pour se rendre généralement vers l'un des grands centres urbains du sud, voire vers Kaboul ou encore Quetta au Pakistan; ces PDI seront rarement capables de partir avec leurs possessions ou leur bétail.

De surcroît, de nombreuses familles partent car elles ont peur d'être tuées en signe de représailles. Au cours d'entretiens, les résidents du district de Zhari, dans la province de Kandahar, ont expliqué que, lorsqu'un soldat des forces nationales est tué, ces forces accusent les résidents locaux de coopérer avec les Talibans ou de les aider, et elles se vengent en conséquence. De la même manière, si un soldat taliban est tué, les Talibans recherchent dans tout le village un espion méritant d'être puni.

Dans les zones contestées, les Talibans posent souvent des EEA<sup>1</sup> sur les routes principales afin de bloquer l'avancée des FSNA et FMI. Ils informent parfois les habitants locaux des routes à éviter, mais ces derniers ont aussi besoin d'utiliser ces routes, et cela leur donne encore une autre raison de se déplacer. Dans la province de Kandahar, au

nord-ouest du pays, les routes menant au centre sont bloquées depuis la mi-2013. Cette situation a non seulement entravé l'acheminement de denrées alimentaires et d'autres marchandises, mais elle a aussi forcé les personnes à fuir puisqu'elles ne peuvent plus transporter leurs récoltes ou prendre la route en toute sécurité pour se rendre à l'hôpital, par exemple. Dans ce cas-là, comme dans d'autres, les résidents savent que les autorités nationales n'abandonneront pas le district aux groupes armés et il est possible qu'ils anticipent une aggravation de la situation dans le futur puisque ni les autorités, ni les groupes armés ne sont susceptibles de faire marche arrière.

Les gens veulent vivre en sécurité dans un lieu où ils peuvent travailler, quelles que soient les forces qui exercent le contrôle. Dans les zones qui se trouvent actuellement sous contrôle de l'État après avoir été reprises aux groupes armés, il est fort probable que les combats s'intensifient une nouvelle fois alors que ces groupes cherchent à utiliser leur influence dans ces zones pour reprendre des territoires aux autorités. Quelles sont les implications pour les PDI? Les personnes ayant fui en pensant revenir plus tard attendront jusqu'à la fin 2014 pour voir comment les choses évoluent. Si la sécurité d'améliore, les PDI commenceront à revenir sur leur lieu d'origine. En revanche, si elle ne s'améliore pas ou si elle se détériore, ces PDI ne retourneront pas chez elles et, de surcroît, de nouveaux déplacements auront lieu.

Dans le centre d'Helmand par exemple, lors du renforcement militaire, un grand nombre de PDI sont retournés dans leur village, aussi bien grâce à l'amélioration de la sécurité que des possibilités d'emplois au sein des forces militaires internationales. Face à la perspective d'une recrudescence des combats dans ces zones, de nombreux résidents ayant bénéficié de ces emplois sont susceptibles de gonfler les rangs de la prochaine vague de PDI au cours des deux années à venir. Des milliers de personnes du seul district de Marja ont été engagées par USAID et d'autres projets financés par des donateurs dans la province de Helmand. Les groupes armés considèrent donc ces résidents avec suspicion, et peuvent les pénaliser de diverses manières. Environ 1 500 hommes de la région ont été enrôlés dans les milices anti-insurgents de Marja, plus tard, lorsque les forces militaires internationales ont souhaité intégrer ces hommes au programme de forces de police locales afghanes, le Ministère de l'Intérieur pouvait uniquement s'engager à accorder 450 postes au sein de la Police Locale, si

mai 2014

bien que les hommes qui n'ont pas pu intégrer ces forces se trouvent aujourd'hui potentiellement exposés aux représailles des groupes armés.

Les zones sous le contrôle de groupes armés sont particulièrement susceptibles d'induire des déplacements, notamment là où les autorités se montreront résolues à reprendre le contrôle ou mènent des opérations de temps à autre. Étant donné l'abondance des dangers lors des opérations militaires, de nombreux résidents avaient été déplacés lors du renforcement militaire, et l'on s'attend à observer une dynamique semblable au cours des deux prochaines années dans les zones du sud de l'Afghanistan qui se trouvent aux mains d'insurgents armés ou dans lesquelles les groupes armés restent influents.

De nombreux signes indiquent sans ambiguïté que le nombre de PDI devrait augmenter au cours

des deux années à venir alors que les autorités afghanes renforcent leur position dans la plupart des régions en y déployant un plus grand nombre de forces, tandis que les Talibans sont susceptibles de tirer avantage du départ de la FMI. Comme les zones de conflit sont principalement rurales, la plupart des PDI proviendront de régions rurales: ils ne seront donc pas habitués au mode de vie urbain et ne sauront pas gagner leur vie autrement que par l'agriculture. Il est important de créer un système d'enregistrement des nouveaux PDI pour garantir que les plus vulnérables d'entre eux reçoivent rapidement l'assistance qui les aidera à survivre.

Rahmatullah Amiri [amiri.rahmat@gmail.com](mailto:amiri.rahmat@gmail.com) est un chercheur en science politique et sociale journaliste indépendant, basé à Kaboul.

1. Engins explosifs artisanaux